



INSTITUT LIBÉRAL

Au service de la liberté

Un impôt mondial pour financer l'après-crise ?

PASCAL SALIN

BRIEFING. Introduire un impôt mondial est une mauvaise idée d'un point de vue libéral, pour de multiples raisons.

La crise laissera des traces, notamment dans les finances publiques. Les dépenses conséquentes des gouvernements et la mise à l'arrêt de nombreuses économies à travers le monde laissent supposer que l'endettement des États va continuer à croître et poser des problèmes dans les années à venir. De nombreux pays dans le monde sont d'accord pour qu'on oblige tous les pays à décider un même montant minimum pour le taux des impôts sur les sociétés. Avant de s'intéresser à cette proposition, le briefing revient sur la position des libéraux sur le sujet des impôts. Après cette introduction théorique, il analyse la proposition d'introduire un impôt mondial.

Il existe des divergences d'appréciation entre libéraux au sujet de l'impôt et ces divergences résultent du type de libéralisme auquel ils se rattachent, le libéralisme philosophique ou le libéralisme utilitariste. Toutefois, selon Pascal Salin, pour un véritable libéral, l'impôt est a priori suspect. En effet, comme son nom l'indique, l'impôt est imposé. Il constitue un prélèvement sur la propriété des contribuables rendu possible par l'exercice de la contrainte et non par le consentement explicite du propriétaire légitime. On doit donc partir de cette remarque absolument incontournable : l'impôt est, dans son essence même, incompatible avec une société de liberté, c'est à-dire une société fondée sur le respect de la propriété individuelle et sur le transfert volontaire des ressources sous forme de don ou d'échange. C'est parce que l'État dispose du monopole de la contrainte légale qu'il peut prélever des impôts, mais pour être légale la contrainte qu'il exerce n'en est pas moins contrainte.

La proposition d'instauration d'une taxe mondiale est absurde à plusieurs points de vue. Tout d'abord, il faut admettre que la concurrence a d'importantes conséquences positives. Ensuite, elle oublie que les impôts sont toujours payés par les consommateurs et non par les «entreprises». Finalement, cette solution vient en aide aux États qui ne sont pas capables de gérer leurs dépenses, et sanctionne les bons élèves.

Lire le briefing:

[Un impôt mondial pour financer l'après-crise ?](#)

(12 pages, PDF)

Mars 2022

